

A nouvelle narration pour l'Europe

Principal thème de la narration de l'Europe : l'asymétrie

La narration de l'Europe, dans les médias, permet de faire émerger plusieurs récits de l'Europe sous l'angle a) économique ; b) des valeurs ; c) des visions. Un thème principal transversal apparaît : l'asymétrie.

a) Au-delà de la crise économique, l'asymétrie se raconte sous l'angle économique par la répartition asymétrique de la richesse en Europe. Alors que l'UE devrait générer de meilleures conditions pour tous ses citoyens avec une amélioration vers des normes plus élevées, l'UE est perçue comme destructrice de ses valeurs fondatrices et de son bien-être au nom de la compétitivité.

b) L'asymétrie des valeurs se retrouve le long d'un axe Nord-Sud, notamment sur les questions de corruption, de primauté du droit et d'évasion ou sur les rôles de la famille et des amis. L'UE est pragmatiquement acceptée comme une expérience en cours où il est normal d'avoir des approches différentes pour la résolution de problèmes, mais seulement lorsque l'on est habitué à la différence et à « négocier » des vues différentes et des façons de résoudre les problèmes.

c) Le dernier récit de l'UE concerne les effets de la crise économique qui se traduisent par la montée de deux sentiments d'asymétrie : l'égoïsme et le nationalisme, jugés responsables de générer soit un sentiment anti-européen, soit nationaliste, que ce soit sous la forme de mouvements anti-euro ou de partis xénophobes. La « peur de l'autre » se manifeste notamment avec les immigrants et demandeurs d'asile, un exemple de l'incapacité de l'Union européenne à proposer une réponse spécifique au problème.

Défauts de la narration de l'Europe

Trois thèmes il peuvent être examinés : les valeurs culturelles dont nous avons besoin pour écrire une histoire commune; la «diplomatie douce» de l'Europe: les arts, le patrimoine et les sciences l'image et le rôle de l'Europe dans un environnement mondialisé et interdépendant.

Elargir la vision de l'Europe est extrêmement salutaire, à la fois pour réinscrire le projet dans une continuité plus longue que les seules dernières décennies de la construction européenne et pour faire une prospective plus large sur les opportunités futures.

L'Europe n'est pas un sujet populaire, surtout quand la politique est concernée. Mais un autre élément clé est le long processus d'approbation des directives et règlements, considéré non seulement comme difficile à rapporter, mais comme un véritable obstacle à la communication d'une image dynamique de l'Europe.

Le pire effet de cette trajectoire négative est le manque de vision à long terme sacrifié au nom des intérêts nationaux. Ainsi, la peur est l'émotion qui domine et l'Union se transforme en un bouc émissaire parfait : l'EU-rope ou l'« UE-corde ».

Les principaux cadres de perception et d'évaluation de l'intégration européenne par les citoyens ?

Le marché commun : entre bénéfiques et critiques.

Malgré la foi partagée dans ses avantages économiques, cette vision optimiste de l'intégration européenne est fortement contrebalancée par une anxiété palpable par rapport aux effets néfastes de la compétition intra-européenne issus des différences de salaires et de bénéfices sociaux.

Par ailleurs, les avantages de l'Euro sont reconnus, pour la mobilité facilitée par l'absence de change, mais l'Euro est aussi souvent synonyme d'inflation et de perte du pouvoir d'achat des citoyens.

Les États sont trop petits

Thème le plus mobilisateur, dans un monde globalisé, les États européens sont devenus trop petits : s'unir serait donc devenu indispensable. À cette perception relative à l'interdépendance économique sur la scène internationale correspond également une représentation de la globalisation des problèmes qui affectent nos sociétés : environnement, réchauffement climatique, mais aussi catastrophes ou maladies. Cependant, l'unité de la puissance européenne, fût-elle économique, politique ou militaire, apparaît comme fragile en raison du désaccord entre pays européens, d'autant plus probables à mesure que le nombre d'États augmente et que les différences s'agrandissent.

La suppression des frontières

Le troisième attribut positif largement présent est d'une nature non-économique. La suppression des frontières constitue un élément essentiel dans la manière dont les gens conçoivent l'intégration européenne. Possibilité de voyager sans obstacles, mobilité facilitée par les passeports, utilisation de la monnaie unique et absence de contrôles aux frontières et à terme, pour une partie, suppression des frontières permettent de renforcer la compréhension entre les peuples européens.

Gouvernance et déficit démocratique

La principale critique porte sur une évaluation négative de la plupart des aspects liés à la gouvernance et à la démocratie au niveau européen. L'UE est dépeinte comme opaque, distante, inefficace, inadaptée, paralysée par les égoïsmes nationaux et obsédée par la régulation du moindre petit aspect. Par ailleurs, l'opacité du système politique européen est également dénoncée, les lobbies étant perçus comme les véritables détenteurs du pouvoir au niveau européen, soumettant la construction européenne à la suprématie de l'économie de marché.

Des façons différentes de voir l'Europe : persistance des cadres nationaux de perception et d'évaluation de l'intégration européenne. L'État-nation joue un rôle primordial dans la formation des cadres de perception et d'évaluation de l'Europe.

Au total, les discours des citoyens ordinaires sur l'intégration européenne permettent de mieux saisir la construction cognitive de l'UE ou dit autrement la légitimité « empirique » de l'UE où les arguments économiques jouent un rôle dominant dans les images de l'unification européenne.

Possibles solutions pour la narration de l'Europe

Il n'est pas exagéré de poser en termes d'imagination la question de l'Europe à venir. Son organisation politique pose en effet un problème sans précédent, à savoir celui de dépasser au plan institutionnel la forme de l'État-Nation sans pourtant en répéter à un niveau supérieur, dit de supranationalité, les structures bien connues. Ajoutons que l'invention d'institutions nouvelles ne peut s'inspirer d'aucun des États fédéraux existants (Suisse, Allemagne, États-Unis), lesquels sont détenteurs des mêmes symboles de la souveraineté (monnaie, armée, diplomatie) que les États-Nations moins complexes. L'expression d'État « post national » est à ce double égard appropriée, dans la mesure où elle laisse ouverte — à l'imagination, précisément — la question de savoir quelles institutions inédites peuvent répondre à une situation politique elle-même sans précédent.

Le problème posé est assez bien connu. Il s'agit très globalement de combiner « l'identité » et « l'altérité » à de nombreux niveaux qu'il va s'agir de distinguer. Ce qui nous fait le plus cruellement défaut, ce sont des modèles d'intégration entre ces deux pôles que on peut désigner dans des termes d'une grande abstraction, à la façon des supercatégories auxquelles les Dialogues de Platon nous ont initiés: c'est à dire l'identité et l'altérité; l'unité et la multiplicité.

Donc plusieurs pans de l'édifice européen sont à rebâtir :

1. Le narratif, le sens, l'histoire présentée pour entraîner et convaincre ;
2. La question de l'appartenance, un narratif est une chose utile mais il faut un ciment pour qu'il y ait adhésion à ce narratif commun ;
3. Le problème de la croissance est sérieux, ne serait ce que parce qu'il est corrélé aux deux premiers ;
4. Le problème de la gouvernance et de la démocratie : l'édifice institutionnel européen est devenu trop « baroque ».

L'essentiel de ce qui a été le narratif européen est à refonder. C'est pour cela que le narratif que nous devons proposer doit être identitaire et correspondre au profil du modèle de civilisation européenne. Nous sommes dans une globalisation qui s'accélère et qui, aujourd'hui, dispose de trois modèles :

- Le modèle américain, très efficace, fondé sur une idéologie rigoureuse de la défense des droits de l'individu contre tout pouvoir et par ailleurs très tolérant aux inégalités (à cause du postulat que chacun naît avec les mêmes chances et qu'il suffit de la saisir) ;
- Le modèle asiatique, ou chinois, doté d'un sens communautaire beaucoup plus développé mais sans nos traditions humanistes de libertés publiques ;
- Le modèle européen, plus équilibré entre l'individu, la société, le marché, la solidarité, la nature, la culture... et qui, au fond, est le plus intolérant aux inégalités et le plus permissif en matières de liberté.

L'article 2 du Traité européen définit assez bien ce modèle européen mais cela reste une définition sèche, à laquelle peu de personnes peuvent se référer. Il s'agit de reconnaître que nous appartenons à un ensemble défini par des valeurs auxquelles nous croyons et que nous promouvons : quelque chose qui, extérieurement, est simplement appelé « the european way of life ».

Derrière cette identité européenne, il y a l'appartenance. Comment ne pas être frappé par le fait qu'à l'occasion de la crise, les stéréotypes nationaux classiques, et généralement agressifs, aient émergé assez vite dans le discours public ? Cela prouve qu'ils n'étaient pas très loin dans la conscience publique. Il y a là un vrai problème, que nous avons mal identifié : cette dimension « anthropolitique » de la construction européenne ; ce qui a à voir avec les mythes, la culture, les légendes : c'est tout un versant de la construction européenne que nous avons hélas négligé. Dans ce projet d'espace supranational politique habité, nous avons sous-estimé l'effort que ceci représentait pour l'imaginaire. C'est ce qu'Elie Barnavi appelle « l'Europe frigide » : nous avons suivi à la lettre le livre de recette de Montesquieu mais cet espace politique n'est pas encore habité.

Le troisième défi est celui de la croissance. Le modèle européen (qu'Angela Merkel a défini par « l'Europe, c'est 7 % de la population mondiale, 20 % de la production mondiale, 50 % des dépenses sociales dans le monde ») n'est durable dans son identité (c'est-à-dire avec cette combinaison d'efficacité économique et d'un système de solidarité sociale qui réduisent les inégalités) qu'avec 2 % de croissance. Parce qu'à faible croissance et haut niveau de redistribution, le système se grippe, et le débat dérive vers la répartition du partage des dépenses collectives. Et notre première faiblesse est notre démographie déclinante qui, à long terme, compromet la solidité de la croissance et de l'innovation. Ceci couplé au fait que la solution historique de rééquilibrage par l'immigration se heurte aujourd'hui à des obstacles culturels et politiques.

Notre seconde faiblesse est en train d'apparaître avec la faible part des Européens dans la recherche technologique avancée (ou frontière technologique). En observant la situation actuelle, la projection dans vingt ou trente ans est inquiétante : aujourd'hui, les Américains dominent en occupant les deux tiers de cette frontière technologique ; nous ne sommes qu'autour de 20 % et les pays émergents, qui sont vite montés à 10 %, progressent rapidement. Face à cela, l'Europe garde un énorme atout : sa masse. C'est le seul endroit où il y a 500 millions de consommateurs, une réserve de croissance et de puissance économique. Sur le plan de la compétitivité, globalement, elle est encore dans une bonne situation (contrairement à ce qui est colporté ici ou là en France). L'Europe a maintenu sa part des échanges sur le marché mondial depuis quinze ans, tandis que les États-Unis et le Japon ont perdu quelques points.

Mais le principal domaine à rebâtir est celui de la gouvernance en rapport avec la démocratie. Face cela, l'illisibilité des institutions européennes devient un problème. Nous avons toujours su que cette sorte de « Frankenstein institutionnel » serait compliquée : les institutions européennes empruntent à des systèmes de représentation et des traditions politiques différents. C'est inévitablement un système composite et ce n'est pas commode de faire de Frankenstein un personnage sympathique ! Nous avons toujours su qu'il y avait problème mais au lieu d'essayer de le traiter et de le régler, nous l'avons laissé s'aggraver... Il y a là une vraie difficulté à résoudre. Même si, pour le court terme, c'est risible voire les citoyens européens repartir à l'assaut d'une nouvelle Constitution. Les élections européennes représentent une séquence longue et compliquée, incomprise par la majorité de la population. **Il va falloir, pour ceux d'entre nous qui s'impliquent dans le projet européen, faire preuve de pédagogie; mais surtout de repenser le possible de la démocratie en Europe.**

En raison de la perception différente des questions européennes en fonction du niveau d'éducation et de classe sociale, la diffusion d'une information de qualité auprès de tous les publics est une préoccupation essentielle. Et pour cela, l'information européenne doit développer une dimension locale de proximité, à l'instar paradoxalement de ce que les mouvements nationalistes ont su faire pour gagner le consensus parce qu'ils ont été capables de traiter les questions locales de manière familière et accessible.